

La Belgique, des crises aux opportunités

Éditorial

Stéphane Baele

Comment comprendre la crise politique qui a déstabilisé l'État belge entre 2007 (ou 2010) et 2011? Certainement pas en l'étudiant *in abstracto*, en tant que telle, avec sa date de début et sa date de fin, ses acteurs exactement identifiables, ses logiques parfaitement rationnelles. Certainement pas en l'analysant avec les seuls outils de la science politique, dont les carences en termes de prétention à l'explication se sont révélées (à nouveau) au grand jour en même temps que l'incapacité des négociateurs à conclure un accord. Il est, certes, des dates importantes, des acteurs prédominants, des calculs conscients, des analyses politologiques pertinentes. Mais comme l'avait rappelé de façon salvatrice Robert W. Cox (Cox, 1981) à propos de l'analyse réaliste des relations internationales, les théories ont un impact sur les événements, à la fois dans la mise en place de ces derniers et dans les jugements moraux portés à leurs égards (« theory is always for someone, and for some purpose »). Cette observation, qui entre en plein dans le précepte-clef de la Théorie critique, à savoir le décroisement des disciplines scientifiques, rappelle la nécessité, pour pouvoir porter un jugement rationnel et critique sur un fait social, de faire dialoguer diverses approches conceptuelles, de créer des grilles de lectures hybrides qui dépassent les dates, acteurs, et calculs inlassablement répétés par la doxa. La « crise politique belge de 2010-2011 » doit ainsi être comprise dans un ensemble chronologique, praxéologique et géographique plus large qu'à l'accoutumée, afin de la repenser de façon plus constructive. C'est là tout le rôle du présent volume d'*Émulations*, qui fait le pari d'apporter un regard neuf et critique des événements politiques en question, tout en soulignant les opportunités qui peuvent encore en être dégagées.

Néanmoins, une telle mise en perspective ne peut faire abstraction de l'ampleur non négligeable de ce dernier épisode de crise, tant en ce qui concerne les événements en tant que tels qu'en ce qui concerne leur *dramatisation* par les acteurs politiques et médiatiques. Sur fond de problèmes réels et urgents – tels que le futur de l'État social, l'épée de Damoclès environnementale, la question migratoire, le défi de l'emploi dans une économie en profonde mutation, ou l'équilibre juste des populations d'un ensemble politique – la crise de ces dernières années a en effet frappé les esprits par une théâtralisation qui n'a pas contribué à son règlement, renvoyant ses acteurs à leurs propres examens moraux. Car la mise en forme dramatique de cette concentration de questions cruciales aurait pu, aurait dû, susciter l'envie des responsables politiques, médiatiques, mais aussi académiques, de dévisser une plomberie devenue trop complexe et énergivore pour lui substituer un

ensemble nouveau, rationnel, réflexif. En cela, la crise qui a « pris fin » en décembre 2011 constituait une opportunité en or de repenser en Belgique les institutions politiques, les rapports intercommunautaires, l'équilibre et la soutenabilité économique, l'éducation, la place européenne. À l'évidence, le rendez-vous a été largement manqué ; les rares propositions ambitieuses (réforme du sénat, mise en place d'une circonscription unique, etc.) croupissent dans des commissions d'étude, les problèmes de fond et de long terme (la pauvreté, l'immigration, la dégradation écologique, les inégalités sociales, par exemple) ont été négligés, les méthodes de travail idoines (mise en place rapide à la fois d'un gouvernement économique et social, et d'un ensemble de comités chargés de proposer à moyen terme les différents pans d'une réforme large et inédite) ont été ignorées. Ce constat est, nous le soutenons, un constat éthique, car la responsabilité, en droit comme en philosophie, concerne tout autant les conséquences d'un acte que celles d'un manque d'action.

Sur ce fond, le présent volume entend alors prendre le contre-pied du retour à la routine instable, de deux manières. D'abord, en proposant des points de vue originaux sur divers pans négligés du « problème belge », points de vue exposés qui plus est par des commentateurs jeunes, dont la voix parfois dissonante est souvent étouffée par le recours systématique par la presse à un nombre restreint de chercheurs attitrés dont les analyses dépassent malheureusement rarement le cadre strictement politologique. Ensuite, en soumettant ici des analyses dont le mérite est aussi de se prolonger par des mises en avant d'opportunités, voire même par des propositions constructives pour sortir de façon pérenne de la situation actuelle. Comme plusieurs auteurs le soulignent et le reconnaissent, les alternatives ne manquent pas mais souffrent d'une attitude de défiance généralisée à leur encontre ; l'utopie n'est alors pas tant celle de la proposition de réforme que celle de la volonté de porter le projet face aux habitudes et repères d'un système sourd malgré son essoufflement.

À l'évidence en effet, le « problème belge » est systémique, c'est-à-dire que l'instabilité institutionnelle normale à tout État est accentuée en Belgique par sa structure politique même – structure entendue non pas seulement comme l'ensemble des règles légales définissant le fonctionnement des institutions, mais aussi plus largement comme l'ensemble des règles de comportement, des grilles de compréhension du monde, et des habitudes pratiques qui conditionnent les actions des responsables politiques de tout rang. Toutes les contributions du présent volume insistent sur l'existence, la prégnance et le rôle de tels facteurs structurels dans l'arrivée et la continuation de la crise politique de 2007-2011. Certaines contributions vont plus loin en laissant entendre que les avancées susceptibles d'encourager l'établissement d'un juste équilibre ne sont plus à attendre que de la part d'acteurs et événements extérieurs au microcosme politique national, ou du

moins en montrant les dispositifs qui font que la structure ne peut plus évoluer positivement.

Étant données ces contraintes systémiques si prégnantes, laissées très largement intactes par la sixième réforme de l'État, **V. Laborderie** (« Changer de système – changer de pays. Réformer le mode de scrutin en Belgique : La nécessité première ») laisse entendre que le citoyen belge doit être prêt à revivre de telles situations. Il ne pourrait en fait selon lui plus être question d'apposer de nouvelles « rustines » sur un édifice institutionnel désormais trop abscons, une « plomberie institutionnelle » qui a montré ses limites. À problème systémique, réponse systémique : V. Laborderie propose de réviser, dans une juste mesure, le système de vote lui-même, en lui instillant une dose de logique majoritaire, en complément à la mise en place d'une circonscription fédérale. Aux protestations attendues et au fatalisme qui répond inmanquablement aux propositions de modification du mode de scrutin, l'auteur avance méthodiquement les contre-arguments dans une démarche cartésienne qui provoque le débat.

De ces protestations, de ce fatalisme, de ce débat, il en est justement question dans le texte de **E. Szoc et B. Lechat** (« La question cachée du G1000 : Comment refaire société ? »). Ces derniers examinent, entre autres mouvements citoyens ayant émaillé la période des 540 jours, l'initiative dite du « G1000 », qui a réuni un ensemble voulu représentatif de la population belge pour débattre en groupes d'une série de grandes questions politiques (institutions, migrations, sécurité, fiscalité, etc.). L'intérêt de la contribution de B. Lechat et E. Szoc ne porte pas tant dans sa description de l'événement que dans son examen des réactions de rejet qu'un tel exercice de démocratie – qui possède certes ses défauts – a pu susciter chez les acteurs traditionnels du système politique, ce qui montre toute la difficulté de ce dernier à s'autotransformer, pour reprendre le concept d'Henri Atlan (lire BERTEN 2002).

Le constat de problème systémique mis en avant par V. Laborderie et sous-entendu par E. Szoc et C. Derenne est partagé par **F. Quinet** (« Les (f)acteurs extérieurs de la crise belge de 2010-2011. Pression de la Commission européenne et des marchés financiers ? Sortie de crise ! »), qui en fait l'axe transversal sous-jacent de sa contribution. L'auteur montre en effet, et non sans provocation, que ce sont deux événements totalement extérieurs à la routine, au microcosme des négociations – la pression des institutions européennes d'une part, et l'annonce de la dégradation de la note de la Belgique par l'agence de notation Standard & Poor's d'autre part – qui ont débloqué une situation alors sans issue.

Déconstruisant l'image lisse des Cantons de l'Est par un détour historique et une analyse sociologique de leur tissu social, **M. Wagener** (« Quelle place pour la Communauté germanophone de Belgique ? Une communauté politique en doute(s) ») rappelle aux acteurs de ce système en vase clos l'existence et les particularités

d'une Communauté germanophone très souvent ignorée – sauf lorsqu'il s'agit de quémander à ses autorités la mise en place d'un conflit d'intérêts.

Mais en définitive, les soubassements des affrontements qui ont fait la crise de formation gouvernementale sont surtout structurels en cela qu'ils sont d'ordre psychologique, c'est-à-dire relèvent des représentations mentales que ses acteurs ont du fonctionnement du monde (et, par cela, des explications et justifications morales qu'ils en donnent), ainsi que des règles et réflexes comportementaux dont ceux-ci font preuve. Commenter une crise politique sans avoir recours ou tout au moins renvoyer à une analyse de type socio-psychologique, c'est en somme se borner à produire un discours qui relève de la description. Partant de ce constat, **S. Baele** procède dans le présent volume à un entretien étendu avec **V. Rosoux** et **R. Zayan**, tous deux enseignants-chercheurs réputés dans le monde académique mais dont les analyses décalées n'ont pas assez d'écho parmi le grand public, tout d'abord parce que celles-ci bousculent profondément la logique et les certitudes des acteurs politiques (en les démythifiant), et ensuite parce qu'elles ne sont pas, précisément, le genre de description directe et lapidaire, clef-sur-porte, que la presse véhicule. Dans le texte « Focus socio-psychologique sur 500 jours de négociations », les deux professeurs répondent généreusement aux questions d'*Émulations* portant sur le leadership, l'idéologie, le charisme, l'influence, la mémoire collective, ou encore la négociation.

Pour prolonger encore cet entretien et clore le volume, **S. Baele** (« Traumatismes et rituels du nationalisme flamand. Un éclairage psycho-social d'anecdotes choisies de la crise politique belge de 2007-2011 ») procède à une analyse d'une des multiples grilles de lecture du monde qui a influencé la conduite des négociations, à savoir le nationalisme flamand. Apposant, tel un calque presque parfait, une théorie du nationalisme sur de nombreux événements *a priori* anecdotiques des négociations, l'auteur souligne, s'il le fallait encore, toute l'importance du « worldview problem » en politique.

Au vu de ces contributions et de leur constat transversal, faut-il donc en conclure que la Belgique comme État est définitivement incompréhensible, trop complexe et dès lors vouée à la chute, comme le clament certains milieux ? Une telle analyse est simpliste à deux égards. Tout d'abord, elle fait fi de la différence entre État et système politique. Un État, l'histoire l'enseigne, peut très bien persister ses changements systémiques, cette continuité constituant peut-être même sa nature profonde. Dans le cas belge, déduire la fin – la dissolution progressive – de l'État de ses problèmes organisationnels relève de la déclaration politique et non de la logique formelle. Comme le rapportent certains des articles du présent volume, des possibilités de réforme existent pour permettre au système de se réorganiser autour de bases plus saines. Deuxièmement, une telle analyse est trop narcissique, en ce sens que son regard se porte exclusivement sur la Belgique, sans jeter un œil extérieur sur les réalités politiques d'ailleurs. Le problème systémique des

institutions et des règles politiques est en effet loin d'être l'apanage du royaume belge. Prendre acte des nombreuses et complexes difficultés que connaissent tous les autres pays, sans exception, c'est nécessairement relativiser la notion de « crise belge » et la spécificité du « problème belge », et recentrer les efforts des mandataires sur les enjeux majeurs cités *supra* (emploi, éducation, écologie). C'est pour cette raison que la revue *Émulations* continuera, dans ses prochaines livraisons, de mettre en avant un regard neuf et multiple sur les problèmes sociopolitiques importants du monde contemporain dans son entièreté.

Références bibliographiques

BERTEN A. (2002): *Philosophie sociale*. Louvain-la-Neuve: CIACO.

COX R. (1981): « Social forces, States, and world orders: Beyond international relations theory ». In *Millennium: Journal of International Studies*, vol.10 n°2, pp.126-155.